

**Accord professionnel**  
**SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL**  
**ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES À BUT NON LUCRATIF**  
**(11 octobre 1993)**

AVENANT N° 1 DU 17 MARS 2011  
À L'ACCORD DU 19 AVRIL 2010 RELATIF À LA CPNEFP  
ET À SES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES  
NOR : ASET1150992M

Entre :  
L'UNIFED,  
D'une part, et  
La FSS CFTC ;  
La FSS CFDT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les articles 1.2 et 1.5 de l'accord de branche 2010-01 du 19 avril 2010 relatif à la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) sont modifiés comme suit :

« Article 1.2

*Composition, organisation et périodicité des réunions*

Article 1.2.1

*Réunions plénières*

La CPNEFP comprend 20 membres : 10 représentants du collège employeurs de l'UNIFED et 10 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche (soit 2 représentants par organisation).

Cette composition pourra, le cas échéant, être revue compte tenu des évolutions en matière de représentativité syndicale.

Chaque organisation syndicale de salariés représentative au niveau de la branche désigne 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants. Chaque titulaire peut, en cas d'empêchement, se faire remplacer par 1 suppléant. La présence des 2 représentants titulaires ne fait pas obstacle à la présence de 1 représentant suppléant par organisation syndicale de salariés.

Le collège employeurs désigne 10 titulaires et 5 suppléants. La présence des 10 représentants titulaires ne fait pas obstacle à la présence des 5 représentants suppléants du collège employeur.

Le nombre de réunions plénières est fixé à deux réunions par semestre.

En cas de saisine par l'UNIFED ou par une des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche, le bureau peut décider de la convocation de réunions supplémentaires.

Les convocations sont adressées par le secrétariat administratif et technique de la CPNE-FP et signées par le président et le président adjoint. »

#### « Article 1.5

##### *Modalités de prise en charge des dépenses engagées pour les réunions plénières, du bureau, des missions de représentation et des groupes de travail*

##### Frais de transport, d'hébergement et de repas

Les frais de déplacements, d'hébergement et de repas donnent lieu à une indemnisation de 240 € pour chacun des représentants titulaires (ou des représentants suppléants lorsque ces derniers siègent en cas d'absence d'un représentant titulaire) des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche pour chacune des réunions plénières de la CPNEFP, des réunions du bureau, des missions de représentation (6 par an) et des réunions des groupes de travail (dans la limite de 5 jours ou 10 demi-journées par an), cela sur la base d'un exemplaire original des feuilles de présence de ces réunions qui sera adressé au secrétariat administratif et technique de la CPNEFP.

La revalorisation du montant de l'indemnisation est indexée sur l'indice des prix à la consommation.

Cette indemnité fait l'objet d'un versement annuel par l'UNIFED à chaque organisation syndicale de salariés au cours du dernier trimestre de l'année civile.

##### Maintien et prise en charge des salaires des représentants du collège salariés

Le temps consacré par les représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche aux réunions prévues aux articles 1.2.1, 1.2.2, 1.2.3 et 1.2.4, tout comme le temps de préparation accordé dans les conditions définies ci-dessus (réunions plénières) est assimilé à du temps de travail effectif.

Les employeurs ont la possibilité de demander auprès de la CPNEFP la prise en charge des salaires des représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche siégeant aux réunions plénières de la CPNEFP, au bureau, aux groupes de travail et aux missions de représentation. Les demandes sont accompagnées de la copie du bulletin de salaire du mois au cours duquel s'est tenue la réunion plénière, la réunion du bureau, du groupe de travail ou la mission de représentation. Cette indemnisation est calculée sur la base de 1/30 du salaire brut mensuel chargé du mois d'absence, dans la limite d'un plafond journalier chargé de 175 €. Cette prise en charge se fait sur la base des feuilles de présence de ces réunions qui seront adressées au secrétariat administratif et technique de la CPNEFP.

Les demandes d'indemnisation, pour être prises en compte, doivent être adressées par courrier en recommandé avec avis de réception au secrétariat administratif et technique de la CPNEFP avant le 31 décembre de l'année civile concernée, la date figurant sur le courrier d'envoi de la demande faisant foi. »

#### Article 2

##### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 3**

#### *Date d'effet*

L'entrée en vigueur du présent avenant est, en principe, suspendue à l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions prévues par l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

A ce titre, il devrait prendre effet à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément.

Toutefois, compte tenu de l'absence d'incidence budgétaire à la charge des divers financeurs, les signataires du présent avenant conviennent d'en appliquer les dispositions dès sa signature, sous réserve des règles en vigueur en matière d'exercice du droit d'opposition.

### **Article 4**

#### *Extension*

Les parties conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent avenant en vue de les rendre accessibles à tous les établissements, entreprises et services concernés par le champ d'application.

### **Article 5**

#### *Révision. – Dénonciation*

S'agissant d'un avenant qui s'intègre à l'accord initial, les modalités de révision et dénonciation prévues dans cet accord (articles 8 et 9) s'appliquent.

### **Article 6**

#### *Formalités de dépôt et de publicité*

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 17 mars 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UNIFED.

#### **Syndicats de salariés :**

FSS CFTC ;

FSS CFDT.